

façon beaucoup plus complexe un « enchevêtrement de millions d'intentionnalités et de non-intentionnalités ». C'est là où l'analyse des politiques publiques doit prendre en compte cette complexité et ne pas considérer que les sociétés humaines sont uniquement pilotées par de grands projets émanant de la sphère publique ou privée.

Cet ouvrage ne peut pas laisser le lecteur indifférent. Il incite ce dernier à décrypter aussi bien sa production scientifique que, plus largement, ses propres pratiques professionnelles sous cet angle de la bureaucratisation, comme construction d'un ordre politique. Cette grille de lecture en appelle à une « sociologie historique de l'économie », comme l'énonce Béatrice Hibou, et contribue à faire bouger les frontières entre disciplines.

L'analyse radicale des rapports de domination générés par l'imposition des normes et règles à tous les niveaux institutionnels fait bien évidemment exploser tous les points d'ancrage à partir desquels on aurait pu donner du sens à nos actes, nos analyses, voire nos croyances. D'une certaine façon, cet ouvrage nous laisse face au vide, tant la déconstruction de catégories *a priori* « évidentes » en décèle les soubassements politiques. L'efficacité, l'efficace, la rationalisation, la nouvelle gestion publique, la catégorisation, la gestion par les résultats etc... tous ces éléments sont des instruments d'action dite rationnelle mais surtout des modalités d'énonciation du politique (telle que le développe notamment Boris Samuel dans cet ouvrage) ; plusieurs réflexions s'inscrivent dans le même cadre que celles du numéro 213 de la *Revue Tiers Monde* sur « La mesure du développement. Comment science et politique se conjuguent ». Cette analyse de la production de la norme comme rapport de domination semble timidement s'imposer dans les études de cas sur le développement et la coopération internationale. Pourtant,

au vu des limites en termes de résultats (que ce soit par exemple sur l'atteinte des Objectifs du millénaire, la réduction de la malnutrition, un accord international sur le réchauffement climatique etc.), n'y a-t-il pas là une piste pour donner de l'intelligence à ce développement que l'on pourrait qualifier d'aporie ? N'y a-t-il pas une piste pour sortir de cette impasse dans laquelle semble piétiner la pensée académique sur cette « économie du développement » ? N'y a-t-il pas une piste pour comprendre les processus de production des politiques de coopération tant leur instrumentation, technicisation, recours à l'évaluation et à la normalisation s'accroissent depuis le début des années 2000 ?

Jean-Jacques Gabas  
CIRAD

## SOCIOLOGIE

**Laurence Roulleau-Berger (dir), *Sociologies et cosmopolitisme méthodologique*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail (coll. « Socio-logiques »), 2012, 184 pages, ISBN : 978-2-8107-0208-4, 25,50 €**

Cet ouvrage présente une théorie du cosmopolitisme méthodologique, « pour penser les dynamiques propres à une diversité de terrains de recherche perçus, ou représentés comme proches ou lointains » (p. 12). Il s'inscrit dans la continuité de travaux qui interrogent l'idée de société en tant que récit attaché à celui de modernité, qui affirment l'idée de modernités et de récits multiples et participent à la construction de méthodes – entendues comme théories en acte – émancipées de toute forme de colonialisme scientifique ou d'orientalisme. Il participe du « tournant cosmopolite » et de la fondation d'une sociologie cosmopolite à laquelle appelle Ulrich Beck depuis plusieurs années.

Le cosmopolitisme méthodologique, dans cette perspective, constitue une pierre supplémentaire à l'édifice de la « désoccidentalisation de la sociologie » française, dont traitait un précédent ouvrage de Laurence Roulleau-Berger. Il signifie « la mise en place de dispositifs à la fois multisitués et contextualisés pour rendre compte d'assemblages et de disjonctions entre des récits de sociétés tous légitimes » (p. 14). Inscrit dans un espace conceptuel qui articule sociologie pragmatique et sociologie critique, le cosmopolitisme méthodologique rejoint différentes propositions méthodologiques, telles celles de l'ethnographie multisituée, d'ethnographies du particulier, et prête attention à l'enquête comme expérience. Il affirme que « les sciences sociales doivent être refondées comme sciences de la réalité transnationale sur le plan des concepts, des théories, des méthodologies, et, surtout, sur le plan empirique, sans oublier également celui de leur organisation ».

L'introduction de cet ouvrage, rédigée par Laurence Roulleau-Berger, énonce et discute les termes de cette théorie, dont une partie du matériau empirique est présentée dans le reste de l'ouvrage : c'est en effet à partir d'un long travail de réflexion théorique et méthodologique avec ses étudiants, sur la base de leurs pratiques de terrain et de leurs difficultés, de leurs questionnements et de leurs perplexités, que s'est élaboré ce livre. Sept chapitres rendent compte d'expériences de terrain, réfléchissent des extraits de journal de terrain, reviennent sur des épisodes compliqués, des dilemmes et doutes, théorisent l'expérience, donnent corps aux propositions théoriques et méthodologiques dont il est ici question. Le « lointain » se situe en Afrique centrale auprès de réfugiés pour Laurent Lardeux ; auprès de réfugiés en France et en Bulgarie pour Albena Tcholakova ; dans l'étude des pratiques de racisme auxquelles sont exposés des intérimaires maghrébins et d'Afrique subsaharienne en France pour Grégory Giraud ; au

Liban parmi les migrants pour Julien Bret ; auprès de danseurs urbains pour Hélène Brunaux ; dans l'étude des processus d'insertion des migrants marocains au Québec dans le travail de Stéphanie Garneau ; et enfin dans l'analyse des migrations entre Indonésie, Malaisie et Singapour dans le cas de Loïs Bastide. Cette diversité témoigne ainsi d'une vigilance à l'égard d'un quelconque exotisme de terrains « d'ailleurs », pour construire, en pratique, un espace conceptuel de la différence et de la pluralité, de la multiplicité des régimes d'altérité, qui en soi peuvent contribuer à « miner » des terrains.

Chaque étape concrète du travail du sociologue est ainsi abordée, avec ses défis particuliers : tout d'abord, l'accès au terrain et les régimes de confiance qu'il nécessite de construire, tout fragiles et réversibles qu'ils soient ; ensuite, les relations d'intersubjectivité de l'expérience de l'enquête, et la nécessité de réaliser des opérations de cadrage qui intègrent divers contextes de sens, également, la production d'économies morales, fondés sur des modes de reconnaissance référés à des ordres symboliques différents et complexes, et dépendants des régimes de confiance, confrontés au dilemme de l'intime et aux engagements du pacte narratif ; et enfin la traduction et la publication, l'écriture sociologique, la construction d'un récit qui repose la question du savant et du politique, du chercheur et du citoyen, et de la responsabilité.

Ainsi que le souligne Alain Tarrus dans sa postface, Laurence Roulleau-Berger poursuit ici ses explorations de l'interstice spatio-temporel comme permettant la complexification d'une pensée sociologique qui tend à écraser les pensées locales singulières. Les contributions plaident pour un dépassement des binarités, et tout particulièrement de la construction de l'opposition objectif / subjectif, selon laquelle le subjectif conduirait à un appauvrissement de la réalité. La mul-

tilocalisation des acteurs et des contextes va de pair avec une attention au singulier, au sensible, à l'expression parfois inaudible de subjectivités « subalternes ».

Blandine Destremau  
CNRS/LISE

## AFRIQUE

**Pierre Jacquemot, *Économie politique de l'Afrique contemporaine : concepts, analyses, politiques*, Paris, Armand Colin, 2013, 456 pages, ISBN : 978-2-200-28655-2, 30 €**

Pierre Jacquemot a une grande connaissance de l'Afrique et une riche carrière africaniste comme universitaire et diplomate. Après avoir enseigné en Algérie et à Paris-Dauphine, il fut directeur du développement au ministère de la Coopération, chef de mission de coopération au Burkina Faso et au Cameroun, ambassadeur de France au Kenya, au Ghana et en République démocratique du Congo. Aujourd'hui président du GREC, il est également redevenu enseignant et a une production scientifique importante et de qualité. Cette *Économie politique de l'Afrique contemporaine* en témoigne. Ce manuel aborde, de manière quasi-exhaustive, les divers domaines et enjeux économiques de l'Afrique. L'ouvrage est structuré autour de 22 chapitres qui traitent d'autant de thèmes essentiels. L'écriture est très claire et rend la lecture aisée. Les questions sont abordées à partir d'une très bonne connaissance du terrain mais également des travaux d'économie politique plus théoriques. Ce livre a le grand mérite d'être très actualisé, tant au niveau des informations que des références bibliographiques.

Il nous permet de voir comment l'économie de l'Afrique évolue très rapidement avec une croissance économique, une diversité des partenaires et une montée des

classes moyennes. Il nous permet également de comprendre en quoi les trajectoires sont contrastées selon les pays et quels sont les défis majeurs qui demeurent (démographiques, sécuritaires, environnementaux, alimentaires, éducatifs, technologiques). Il dresse à la fin quelques perspectives en termes de *scenarii*. Les déterminants futurs permettant de transformer des régimes rentiers en régime d'accumulation seront réalisés selon la manière de relever de nouveaux défis et de desserrer certaines contraintes. Ils résulteront donc des jeux de contre-pouvoirs, des luttes sociales et des mouvements de démocratisation. Seuls ces facteurs et les ruses de l'histoire apporteront *ex post* une réponse sur les trajectoires futures des Afriques.

Cet ouvrage constitue le manuel de référence sur les questions d'économie politique contemporaine de l'Afrique. Deux seuls regrets, de forme et de fond, La structuration en 22 chapitres permet certes de donner des éclairages pluriels sur différents thèmes et sur des enjeux essentiels ; elle conduit, par contre, à une juxtaposition de chapitres davantage qu'à une progression dans la compréhension des économies africaines. Les termes utilisés sont souvent ceux, normés, des institutions internationales (secteur informel, capital humain, société civile, gouvernance...). La dénomination et le choix des mots sont aussi des enjeux majeurs en termes de pouvoirs et un point méthodologique voire épistémologique de départ aurait été le bienvenu de la part d'un auteur qui se positionne à la fois comme acteur du développement et décideur mais également en tant qu'universitaire adoptant un point de vue distancié voire critique.

Philippe Hugon  
Université Paris X – Nanterre